

Le parti compte s'appuyer sur des dizaines de milliers de membres qui ont pris leurs distances durant le quinquennat **Page 3**

« N'oublions pas qu'il y a une population à nourrir »

MEMBRE DU GROUPE Socialistes et démocrates, **Paolo de Castro** est vice-président de la commission agriculture au Parlement européen. Il fut, par deux fois, ministre de l'Agriculture en Italie.

Les études se suivent, plus inquiétantes les unes que les autres, sur les conséquences des stratégies européennes pour l'agriculture (« Farm to fork »)

et la biodiversité, déterminées par la Commission de Bruxelles. Que pensez-vous faire ?

Nous allons présenter et expliquer au Parlement l'étude issue du Centre commun de recherche de la Commission (JRC), publiée cet été dans la plus grande discrétion. Les députés européens doivent se rendre compte quelles sont, en l'état, les conséquences à attendre de la stratégie globale : chute de production, flambée des prix et hausse des importations, avec un bénéfice climatique douteux. La question n'est pas de savoir si on doit réduire les intrants et les phytosanitaires, tout le monde est d'accord là-dessus. Mais Farm to fork se contente de fixer des objectifs (-50% de pesticides, -20% d'engrais) sans jamais se soucier de la façon dont on y parviendra et de ce que cela produira. Les fermiers européens n'utilisent pas ces produits par plaisir, mais parce qu'ils ont des récoltes à protéger, une population à nourrir. La Commission européenne ne s'est jamais posé la question ! J'ai demandé à Frans Timmermans, son vice-président, d'où sortaient ces objectifs de réduction des intrants, sur quelle base ils avaient été calculés. Il ne m'a jamais répondu. Il est crucial, avant que Farm to fork soit traduit législativement, d'étudier ses effets de près, de modéliser et d'imaginer les alternatives, car sinon, cette stratégie sera inapplicable. C'est d'ailleurs l'avis du « trade comittee » au Parlement européen.

Quelles sont les réponses techniques à apporter pour remplir les objectifs ?

Il faut que nous parvenions à appliquer Farm to fork sans chute de production, en restant compétitifs et sans perdre de marchés. Sans cela, c'est notre souveraineté qui est menacée. La Commission doit se donner les moyens de développer une agriculture de précision, numérisée, connectée. Il faut du concret sur les thématiques des énergies renouvelables, du stockage du carbone via les légumineuses, de la production d'hydrogène ; faire des points précis, filière par

filière, des avancées possibles. Cela suppose de gros investissements. La PAC va dans la bonne direction mais elle sera loin d'être suffisante.

Vous aimez dire que l'agriculture a besoin de la science...

Oui. L'Europe doit autoriser les nouvelles technologies de sélection variétales (NBT), qui permettent de produire des plantes résistantes aux maladies, à la sécheresse, plutôt que d'utiliser des pesticides. Ce sont des techniques légères, peu coûteuses, même les petites universités peuvent s'en servir. Pour l'heure, la distinction entre OGM et NBT n'a pas été faite par la Cour européenne de justice. La Commission a ouvert la porte à une clarification, mais elle n'est pas aidée par l'idée fausse que ce sont de « nouveaux OGM ». La commissaire à la Santé va se prononcer au printemps 2022 et la législation a des chances d'avancer, d'autant que les ministres de l'Agriculture des grands pays agricoles que sont la France, l'Espagne et l'Italie sont pour, ainsi qu'une bonne partie des Vingt-Sept. Et puis, avec la pandémie, le vaccin, les mentalités ont progressé en Europe sur ces questions scientifiques. Sans vision globale, nous mangerons chinois.

Interview E.D.



UNION EUROPÉENNE

« Il faut que nous parvenions à appliquer Farm to fork sans chute de production, en restant compétitifs », prévient **Paolo de Castro**.

●●● Suite de la page 1

Un point commun à ces quatre études : elles prévoient toutes de drastiques chutes de production. L'étude américaine anticipe une baisse globale des volumes de nourriture pour le continent de 12%. L'étude JRC prévoit, elle, des baisses de 14% dans la production de viande, de 15% dans la production de céréales. Même baisse pour les oléagineux. Dégringolade de 13% pour les fruits et légumes, de 10% pour les produits laitiers, de 17,5% pour la viande bovine, un peu plus de 15% pour le porc et la volaille.

L'étude de l'université de Kiel est encore plus sévère : -20% pour la viande et les céréales. L'étude de Wageningen, elle, envisage un effondrement d'un tiers de la production de vin, l'amputation d'un cinquième de la production de sucre (alors même que le sucre français alimente surtout l'Europe et que son remplaçant éventuel ne peut être que brésilien) et de 10% pour les céréales.

Corollaire : une hausse du coût de l'alimentation en Europe de 17% selon l'USDA. L'étude JRC chiffre l'inflation alimentaire à 12%. Et pour l'université de Kiel, les hausses de prix atteindraient 12,5% pour les céréales et 58% pour le bœuf ! « Et cela, explique Quentin Mathieu, responsable des études économiques pour la Coopération agricole, sans prendre en compte les importations, qui dépasseraient les actuels quotas et seraient donc surtaxées... »

Dépendance. Car oui... L'Europe ne pourrait plus compter sur elle-même pour se nourrir. Selon le JRC, les exportations passeraient de 27 à 15 millions de tonnes par an pour les céréales. Baisse aussi pour le porc, la volaille. La dépendance aux importations s'accroîtrait pour les oléoprotéagineux, les fruits et légumes, le bœuf ! Pour l'université de Kiel, c'est pire. La balance commerciale en céréales, excédentaire de 22 millions de tonnes pour l'UE, plongerait dans le rouge de 6,5 millions de tonnes. Le déficit en fruits et légumes (10 millions de tonnes actuellement) ferait plus que doubler et passerait à 22 millions.

« C'est terrible, constate, navré, Quentin Mathieu. L'étude souligne en plus que faute de traitements suffisants sur les plantes, on risque les pertes de récoltes et la baisse de qualité des aliments, avec des contaminations, ce qui pénalisera à la fois les consommateurs européens et le reliquat exportations. »

Pour Yves Madre, économiste et responsable du think tank bruxellois FarmEurope, « c'est un plan digne du Soviet Suprême. On fixe des objectifs et ensuite, cela doit devenir ce qu'on a décidé. Pour la com, c'est attrayant. Mais personne

« Qui peut se permettre de payer son alimentation 10 % à 15 % plus cher ? 75 % à 80 % de la population européenne n'en ont pas les moyens ! Et qui peut accepter qu'il y ait une alimentation à deux vitesses, avec du local pour les riches, et de l'importé pour les pauvres ? »

ne s'est demandé si c'était crédible, si cela nourrirait les citoyens européens. Qui peut se permettre de payer son alimentation 10% à 15% plus cher ? 75% à 80% de la population européenne n'en ont pas les moyens ! Et qui peut accepter qu'il y ait une alimentation à deux vitesses, avec du local pour les riches, et de l'importé pour les pauvres ? On ne va pas créer un système européen de l'assistanat alimentaire... D'autant que cela financerait d'autres agricultures, les études ne prennent pas en compte l'appel d'air qui sera créé en Europe pour les productions à prix compétitif venu d'ailleurs. »

Pour Yves Madre, on n'a pas pris non plus en compte les effets collatéraux des destructions d'emploi dans le secteur agricole et agroalimentaire induits par la perte de 15% de la production primaire. « Sans compter que dans les zones difficiles d'Europe, il deviendra tout simplement impossible de pratiquer l'agriculture faute d'intrants suffisants et de rentabilité. Effets dominos à prévoir. »

« A la lecture de ses études, on peut penser que l'agriculture européenne va disparaître des écrans radar, se désolent Thierry Pouch, C'est terrible, car elle est la première exportatrice et la plus vertueuse au monde. C'est une fuite en avant environnementaliste. »

Environnementaliste ? Il faut le dire vite. Les effets écologiques de la stratégie Farm to



Selon une étude de l'université de Kiel, en Allemagne, la stratégie Farm to fork provoquerait une baisse de 20% de la production céréalière européenne.

fork, quand on se penche dessus, sont navrants. L'étude européenne JRC expliquait, cet été, que les deux tiers des émissions de gaz à effet de serre non CO₂ seraient simplement « exportées ». L'étude de l'université de Kiel a augmenté le nombre de paramètres et affiné les calculs.

« Farm to fork prévoit d'économiser 109 millions de tonnes équivalent carbone par an, dissèque Quentin Mathieu. Mais les modèles montrent qu'en fait, 54,3 millions de tonnes sont des « fuites », c'est-à-dire qu'elles sont déportées dans les pays tiers qui nous fournissent la nourriture que nous ne produisons plus. 50 autres millions sont invalidés par les dégagements de carbone dus au changement d'affectation des terres. »

Traduction : on va saboter la souveraineté européenne, déstructurer les équilibres mondiaux pour ne rien économiser et même faire pire ! Le modèle Capri utilisé explique qu'il ne faut pas oublier le transport et la déforestation supplémentaire dans le monde liés à la déprise agricole européenne !

« Déporter les productions européennes vers des pays tiers fera augmenter la pression environnementale ailleurs, renchérit Yves Madre. Même si nous imposons des critères verts pour nos importations, ce qui sera produit au Brésil pour la Chine le sera dans des conditions désastreuses. On s'achète une bonne conscience. » Il insiste, impitoyable : « On va mettre le bazar dans les marchés mondiaux en retirant les flux venus d'Europe. On laissera aux autres le soin de fournir. A quelles conditions ? L'Europe va entraîner tout le monde dans sa chute. »

Clauses miroir. Que faire maintenant que ce constat catastrophique est là ? Pour Julien Denormandie, le ministre français de l'Agriculture, « il ne faut pas prendre Farm to fork pour autre chose qu'une feuille de route politique, qui doit encore être traduite en lois, pendant deux ou trois ans. Il va falloir être vigilants dans l'application, sur les moyens mis en œuvre. Les enjeux sont importants. »

Le ministre pense poser le sujet sur la table avec la présidence française de l'Union européenne : « Pour moi, il faut imposer des mesures miroir, c'est-à-dire de la réciprocité avec les partenaires commerciaux. C'est au niveau de l'OMC que cela se joue : nous ne devons pas importer l'alimentation que nous refusons de produire. C'est un combat et nous ne devons pas renoncer. »

C'est le premier temps. Ensuite, « notre position sur les produits phytosanitaires est claire : on n'interdit pas sans solutions. Et surtout, cette transition ne doit pas se faire sans les innovations qui nous permettront d'atteindre les objectifs sans sacrifier les productions. Machinisme, robotisation, numérique, gestion de l'eau, biocontrôle, génétique avec les NBT... Nous ne devons négliger aucun levier du progrès. Nous avons des objectifs (souveraineté, biodiversité, carbone) qui peuvent parfois se contredire les uns les autres. Nous ne devons pas perdre de vue le fait que la fonction principale de l'agriculture, c'est de nourrir les populations. Or, ce recul sur le rôle nourricier de l'Europe vis-à-vis du monde n'est pas assez présent dans les débats. Le Continent ne doit pas se désengager. » @emma_ducros

« N'oublions pas qu'il y a une population à nourrir »

MEMBRE DU GROUPE Socialistes et démocrates, **Paolo de Castro** est vice-président de la commission agriculture au Parlement européen. Il fut, par deux fois, ministre de l'Agriculture en Italie.

Les études se suivent, plus inquiétantes les unes que les autres, sur les conséquences des stratégies européennes pour l'agriculture (« Farm to fork ») et la biodiversité, déterminées par la Commission de Bruxelles. Que pensez-vous faire ?

Nous allons présenter et expliquer au Parlement l'étude issue du Centre commun de recherche de la Commission (JRC), publiée cet été dans la plus grande discrétion. Les députés européens doivent se rendre compte de ce qui se passe, en l'état, les conséquences à attendre de la stratégie globale : chute de production, flambée des prix et hausse des importations, avec un bénéfice climatique douteux. La question n'est pas de savoir si on doit réduire les intrants et les phytosanitaires, tout le monde est d'accord là-dessus. Mais Farm to fork se contente de fixer des objectifs (50% de pesticides, -20% d'engrais) sans jamais se soucier de la façon dont on y parviendra et de ce que cela produira. Les fermiers européens n'utilisent pas ces produits par plaisir, mais parce qu'ils ont des récoltes à protéger, une population à nourrir. La Commission européenne ne s'est jamais posée la question ! J'ai demandé à Frans Timmermans, son vice-président, d'orienter ces objectifs de réduction des intrants, sur quelle base ils avaient été calculés. Il ne m'a jamais répondu. Il est crucial, avant que Farm to fork soit traduit législativement, d'étudier ses effets de près, de modéliser et d'imaginer les alternatives, car sinon, cette stratégie sera inapplicable. C'est d'ailleurs l'avis du « trade comité » au Parlement européen.

Quelles sont les réponses techniques à apporter pour remplir les objectifs ?

Il faut que nous parvenions à appliquer Farm to fork sans chute de production, en restant compétitifs et sans perdre de marchés. Sans cela, c'est notre souveraineté qui est menacée. La Commission doit se donner les moyens de développer une agriculture de précision, numérisée, connectée. Il faut du concret sur les thématiques des énergies renouvelables, du stockage du carbone via les légumineuses, de la production d'hydrogène ; faire des points précis, filière par

filière, des avancées possibles. Cela suppose de gros investissements. La PAC va dans la bonne direction mais elle sera loin d'être suffisante.

Vous aimez dire que l'agriculture a besoin de la science...

Où ! L'Europe doit autoriser les nouvelles technologies de sélection variétales (NBT), qui permettent de produire des plantes résistantes aux maladies, à la sécheresse, plutôt que d'utiliser des pesticides. Ce sont des techniques légères, peu coûteuses, même les petites universités peuvent s'en servir. Pour l'heure, la distinction entre OGM et NBT n'a pas été faite par la Cour européenne de justice. La Commission a ouvert la porte à une clarification, mais elle n'est pas aidée par l'idée fausse que ce sont de « nouveaux OGM ». La commissaire à la Santé va se prononcer au printemps 2022 et la législation a des chances d'avancer, d'autant que les ministres de l'Agriculture des grands pays agricoles que sont la France, l'Espagne et l'Italie sont pour, ainsi qu'une bonne partie des Vingt-Sept. Et puis, avec la pandémie, le vaccin, les mentalités ont progressé en Europe sur ces questions scientifiques. Sans vision globale, nous mangerons chinois.

Interview E.D.



« Il faut que nous parvenions à appliquer Farm to fork sans chute de production, en restant compétitifs », prévient Paolo de Castro.

L'Amérique prête à se substituer à l'Europe

C'ÉTAIT À FLORENCE, le 18 septembre, lors de la rencontre des ministres de l'Agriculture du G20. The Fence Post, un magazine américain spécialisé dans les questions agricoles, rapporte les propos tenus par le secrétaire d'Etat à l'Agriculture à des reporters au cours d'une conférence téléphonique : Tom Vilsack explique être en train d'essayer de rallier une coalition de pays autour des Etats-Unis pour faire croître leurs productions agricoles, afin de « contrer » la stratégie européenne Farm to fork. Il dit craindre la réduction de la productivité mondiale si d'autres pays que l'Europe adoptent une voie similaire à celle du plus important exportateur agricole du monde.

Selon lui, le Brésil, le Canada, le Mexique et plusieurs pays d'Amérique du Sud sont prêts à rejoindre cette coalition. « Les dirigeants de ces pays sont contents que les Etats-Unis se réengagent ainsi sur la scène internationale », se délectait Tom Vilsack. Et il y aura des marchés à prendre, avec une éventuelle déprise agricole européenne : la nature, comme les estomacs, a horreur du vide, et la planète comptera 10 milliards d'habitants 2050.

Standards de qualité. Paradoxe : la population européenne pourrait être supérieure de 200 à 300 millions d'habitants à celle d'aujourd'hui, du fait des migrations climatiques. Personne n'a pensé, en imaginant la réduction drastique des volumes de nourriture européens, qu'il faudrait, aussi, les alimenter... Laisserait-on cette tâche, avec une dépendance alimentaire organisée, aux Etats-Unis, au

Brésil, ou à la Russie qui se réarme massivement d'un point de vue agricole ?

« Il n'est pas responsable, si l'on est attentif aux besoins du monde, de faire de l'Europe un paradis écologique, d'abandonner la puissance agricole qui contribue à l'équilibre de régions entières comme le pourtour méditerranéen, pour laisser le champ libre à des agricultures qui n'ont pas nos standards de qualité... et qui vont faire le pari de décarboner leur agriculture en produisant massivement, en utilisant la science et les nouvelles technologies de sélection variétale », s'inquiète Sébastien Abis, spécialiste de la géopolitique agricole, à la tête du think tank Demeter.

Pour le géographe, l'attitude stratégique de l'Europe est incompréhensible géopolitiquement. Il pointe le fait que le Moyen-Orient et le Maghreb, climatiquement sinistres et démographiquement dynamiques, auront bientôt besoin de deux fois plus d'importations qu'il y a trente ans. « La Commission Van der Leyen veut marcher sur deux pieds, le Green deal dont découle Farm to fork, et la puissance mondiale retrouvée. Or, le désarmement productif de l'un des seuls secteurs qui soit vraiment un atout pour l'Europe - l'agriculture, perfectible mais vertueuse aussi bien environnementalement que socialement au regard de ses concurrents - est incompatible avec la volonté de puissance. C'est comme forcer le continent à sauter à cloche-pied en lui coupant le pied de la souveraineté agricole, tout en affaiblissant le pied valide du rayonnement international. » E.D.